

Pour en finir avec l'idéologie génocidaire d'Israël

revendique la totalité des terres, soit 100 %.

Partage international n° 435 - Novembre 2024

par Jeffrey D. Sachs

Lorsque le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a pris la parole à l'Assemblée générale de l'ONU la semaine dernière [le 27 septembre 2024], de nombreux représentants des gouvernements ont quitté la salle. La condamnation mondiale de B. Netanyahu et de son gouvernement est due à la violence impitoyable d'Israël contre ses voisins arabes. M. Netanyahu promeut une idéologie fondamentaliste qui a fait d'Israël la nation la plus violente au monde.

Les fondamentalistes d'Israël ont pour credo que les Palestiniens n'ont absolument aucun droit à avoir leur propre nation. La Knesset a récemment adopté une déclaration s'opposant fermement à la création d'un État palestinien dans ce qu'elle appelle la Terre d'Israël, c'est-à-dire le territoire à l'ouest du Jourdain. L'argument est qu'un État palestinien au cœur de la Terre d'Israël représenterait un danger existentiel pour l'État d'Israël et ses citoyens, perpétuerait le conflit israélo-palestinien et déstabiliserait la région.

Qualifier la terre située à l'ouest du Jourdain de « cœur de la Terre d'Israël » est stupéfiant. Israël n'est qu'une partie de cette région, pas la région entière. La Cour internationale de justice (CIJ) a récemment statué que l'occupation par Israël des terres palestiniennes (celles situées en dehors des frontières israéliennes du 4 juin 1967, avant la guerre de juin 1967) est manifestement illégale. L'Assemblée générale de l'ONU a récemment voté massivement en faveur de la décision de la CIJ et a appelé Israël à se retirer des territoires palestiniens dans un délai d'un an.

Il est utile de rappeler que lorsque l'empire britannique a promis un foyer national juif en Palestine ottomane en 1917, les Arabes palestiniens constituaient environ 90 % de la population. Au moment du plan de partage de l'ONU de 1947, les Arabes palestiniens représentaient environ 67 % de la population, bien que le plan ait proposé de ne leur accorder que 44 % des terres. Aujourd'hui, Israël

Les origines de la situation

Il existe de nombreux facteurs à l'origine de cette arrogance israélienne, le plus important étant le soutien militaire des Etats-Unis. Sans ce soutien, Israël ne pourrait en aucun cas maintenir un régime d'apartheid qui prive les Arabes palestiniens de tout pouvoir politique, alors qu'ils constituent près de la moitié de la population. Les générations futures s'étonneront de voir à quel point le lobby israélien a su manipuler l'armée américaine, causant ainsi un grave préjudice à la sécurité nationale des Etats-Unis et à la paix mondiale.

Cependant, au-delà du soutien militaire américain, une autre source de l'injustice profonde d'Israël envers le peuple palestinien est le fondamentalisme religieux propagé par des fanatiques comme le ministre israélien des Finances, Bezalel Smotrich, et le ministre de la Défense nationale, Itamar Ben-Gvir, qui se revendiquent ouvertement fascistes. Ces fanatiques se réfèrent au Livre de Josué selon lequel Dieu a promis aux Israélites une terre « depuis le désert du Néguev au sud jusqu'aux montagnes du Liban au nord, depuis le fleuve Euphrate à l'est jusqu'à la mer Méditerranée à l'ouest » (Josué 1:4).

La semaine dernière, aux Nations unies, B. Netanyahu a une nouvelle fois fondé les revendications territoriales d'Israël sur des textes bibliques : « Lorsque j'ai pris la parole ici l'an dernier, j'ai dit que nous étions confrontés au même choix intemporel que Moïse a présenté au peuple d'Israël il y a des milliers d'années, alors que nous étions sur le point d'entrer en Terre promise. Moïse nous a dit que nos actions détermineraient si nous léguerions aux générations futures une bénédiction ou une malédiction. » Ce que B. Netanyahu n'a pas dit à ses homologues (dont la plupart avaient de toute façon quitté la salle), c'est que Moïse a tracé une voie génocidaire vers la Terre promise (Deutéronome 31) : « L'Eternel détruira ces nations devant toi, et tu les déposséderas. Josué passera devant toi, comme l'Eternel l'a dit. L'Eternel leur fera ce qu'il a fait à Sihon et à Og, rois des Amoréens, et à leur pays, lorsqu'il les a détruits. L'Eternel les livrera devant toi, et tu agiras à leur égard selon tous les commandements que je t'ai donnés. »

Les extrémistes violents d'Israël croient qu'ils disposent d'un droit biblique, voire d'un mandat religieux, pour détruire le peuple palestinien. Leur héros biblique est Josué, le chef israélite qui a succédé à Moïse et a mené les conquêtes génocidaires des Israélites.

B. Netanyahu a également fait référence aux Amalécites, un autre cas de génocide d'ennemis des Israélites ordonné par Dieu, dans un appel du pied clair à l'intention de ses partisans fondamentalistes. Voici le récit biblique de la conquête d'Hébron par Josué (Josué 10) : « *Josué et tout Israël avec lui montèrent d'Eglon à Hébron, et ils l'attaquèrent. Ils s'en emparèrent et la frappèrent du tranchant de l'épée, elle, son roi, toutes ses villes et tous ceux qui s'y trouvaient. Il ne laissa aucun survivant, détruisant totalement Hébron comme il avait détruit Eglon, et anéantissant tous ceux qui s'y trouvaient.* »

Il y a une profonde ironie dans ce récit génocidaire, qui est presque certainement inexact sur le plan historique. Rien ne prouve que les royaumes juifs soient nés de génocides. Il est plus probable qu'ils soient issus de communautés cananéennes locales ayant adopté les premières formes du judaïsme. Les fondamentalistes juifs s'attachent à un texte du VI^e siècle avant notre ère qui est très probablement une reconstruction mythique d'événements supposés avoir eu lieu plusieurs siècles auparavant, une forme de bravade politique courante dans la politique de l'ancien Proche-Orient.

Le problème, ce sont les politiciens israéliens du XXI^e siècle, les colons illégaux et les autres fondamentalistes qui choisissent de vivre et de tuer sur la base d'une propagande politique du VI^e siècle avant notre ère.

Les fondamentalistes violents d'Israël sont en décalage de quelque 2 600 ans avec les formes acceptables de gouvernance et de droit international actuelles. Israël est tenu de respecter la Charte des Nations unies et les Conventions de Genève, et non le Livre de Josué. Conformément à la récente décision de la CIJ et à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies qui l'appui, Israël doit se retirer, dans les douze prochains mois, des territoires palestiniens occupés. Selon le droit international, les frontières d'Israël sont celles du 4 juin 1967, et non

celles qui vont de l'Euphrate à la mer Méditerranée.

Le rôle de l'ONU

La décision de la CIJ et le vote de l'Assemblée générale des Nations unies ne constituent pas un jugement contre l'Etat d'Israël en tant que tel. C'est une décision contre l'extrémisme, en fait contre l'extrémisme et la malveillance de chacune des parties. On a deux peuples, chacun représentant environ la moitié de la population (avec au sein de chaque communauté de profonds clivages sociaux, politiques et idéologiques). Le droit international préconise la coexistence de deux Etats, vivant côte à côte, en paix.

La meilleure solution, que nous devons appeler de nos vœux, est que ces deux Etats, et les deux peuples, parviennent à s'entendre et finissent par se renforcer l'un l'autre. En attendant ce jour heureux, la solution pratique consistera à envoyer des forces de maintien de la paix pour renforcer les frontières et protéger chaque partie de l'hostilité de l'autre, tout en donnant à chacune la possibilité de prospérer. La situation actuelle, qui voit Israël dominer brutalement le peuple palestinien, est intolérable et illégale.

Il faut espérer qu'il y aura bientôt un Etat palestinien, souverain et indépendant, que la Knesset le veuille ou non. Ce n'est pas le choix d'Israël, mais bien le mandat de la communauté internationale et du droit international. Plus vite l'Etat palestinien sera accueilli comme membre des Nations unies, la sécurité d'Israël et de la Palestine étant assurée par des forces de maintien de la paix de l'ONU, plus vite la paix s'installera dans la région.

Israël, Palestine **Auteur** : Jeffrey D. Sachs, professeur de développement durable et de gestion de la santé à l'université Columbia, à New York (Etats-Unis).

Sources : Common Dreams

Thématiques : [peuples et traditions](#)

Rubrique : [Point de vue](#) ()